

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES - CCP N°PAS-24076

Marché passé selon une procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 et des articles R.2123-1 1° et R.2123-4 à R.2123-6 du Code de la commande publique.

Marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication

**MAINTENANCE DES LOGICIELS SAGE DE COMPTABILITE,
FINANCE ET DE PAYE POUR LA CELLULE D'APPUI AUX RESEAUX
ET ASSOCIATIONS AU CHU DE NANTES**

Pouvoir adjudicateur / acheteur :

Le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes ci-après nommé « CHU de Nantes »

(Établissement support du GHT44)

Immeuble Deurbroucq - 5, allée de l'île Gloriette

44093 – NANTES CEDEX

SIRET : 26440013600471

Sommaire

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 : MODE DE DEVOLUTION (ALLOTISSEMENT).....	6
ARTICLE 3 : FORME DU MARCHÉ	6
ARTICLE 4 : Documents contractuels	7
ARTICLE 5 : Durée DU MARCHÉ	8
<i>Réversibilité des prestations du précédent marché vers le nouveau titulaire.....</i>	<i>8</i>
<i>Réversibilité des prestations en fin de marché (C4 et C4 Bis)</i>	<i>9</i>
Article 6 : SOUS TRAITANCE.....	9
ARTICLE 7 : SPECIFICATIONS	9
7.1 Spécifications Techniques.....	9
7.2 Expression du besoin	10
7.3.1.1 Fourniture des nouvelles versions	16
7.3.1.2 Maintenance adaptative	16
7.3.1.3 Maintenance réglementaire courante.....	16
7.3.1.4 Support technique et gestion des incidents et anomalies (maintenance corrective)	17
7.3.1.5 Conditions d'exécution de la maintenance corrective	17
7.3.1.6 Déclenchement de l'intervention	17
7.3.1.9 Intervention sur appel.....	18
7.3.1.10 Local de maintenance	18
7.3.1.11 Accès aux locaux.....	18
7.3.1.12 Télémaintenance.....	19
7.3.1.13 Exclusions	19
7.3.1.14 Assistance à la mise en production des nouvelles versions.....	19
7.3.1.15 Suivi de la maintenance	19
7.3.2 Spécifications liées à la maintenance évolutive par extension de périmètre (C2)	19
ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION et de VERIFICATION	20
8.1 Vérification des modules logiciels et composants acquis via C2 et C3.....	20
8.1.1 Mise en ordre de marche	21
8.1.2 Vérification d'aptitude.....	21
8.1.3 Vérification de service régulier.....	21
8.2 Vérification des autres prestations	22
8.3 Composante C1 bis « Migration »	22
Le service prend effet à compter de la date signature d'un PV de vérification d'aptitude par le CHU de Nantes.	
22	
8.7 Principes de la période de Transférabilité	22
Article 9 Responsabilités et assurance	23
article 10 Garantie	23
Article 11 Confidentialité	24
Article 12 Invalidité d'une clause	24
Article 13 Intégralité et limite du contrat	24
Article 14 Résiliation.....	24
Article 15 Litiges	25
ARTICLE 16 Prix.....	25
Modalités de révision des prix	26
ARTICLE 17 : Modalités de règlement	26
17.1 Paiement.....	26
17.2 Présentation des demandes de paiement.....	26
17.3 Transmission des demandes de paiement.....	27
ARTICLE 18 : AVANCE	28
ARTICLE 19 : Pénalités & Execution aux frais et risques.....	29
Article 20 Dépôt des codes sources auprès d'un tiers accrédité	29
ARTICLE 21 : CLAUSE DE REEXAMEN	29
Article 22 TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES.....	30
ARTICLE 23 : Dérogations au CCAG-TIC	30

PREAMBULE

LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44) :

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1^{er} juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants : CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézon (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le **CHU de Nantes**, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la **responsabilité de la fonction achat**. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Cité Sanitaire Nazairienne (Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et GCS du Pays de Retz (Pornic).

Répartition des compétences :

En phase de passation du marché public, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature du marché public pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision de reconduction ou non reconduction, résiliation du marché) en concertation le cas échéant avec les autres membres ;

- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants).



ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la maintenance du logiciel de comptabilité SAGE (comprenant la comptabilité générale et analytique, la gestion des immobilisations et l'établissement des Etats comptables et fiscaux) et de paye et ressources humaines pour la Cellule d'Appui aux Réseaux et Associations (CARA) de la Direction de la Recherche et de l'Innovation au CHU de Nantes.

Ce document et ses annexes ont pour objectif de décrire le contexte applicatif, organisationnel, technique et administratif du projet, les objectifs, les besoins et les exigences en termes de performance et de fonctionnalités ainsi que l'organisation et les contraintes pour la mise en œuvre du projet.

Le CHU de NANTES, établissement support du GHT, est l'établissement bénéficiaire du présent marché.

Les définitions suivantes s'appliquent dans le cadre du contrat :

- *Composants* : logiciels, bases de données, connexions, éditions, flux de données, requêtes, « temporary request », modules spécifiques de la suite logicielle, interfaces avec le Système d'Information Hospitalier (SIH), présents et à venir, acquis par l'établissement auprès de la société.
- *Logiciels* : sous-ensemble logiciel des composants. Il s'agit des progiciels, logiciels, y compris les logiciels d'exploitation et d'applications, extensions logicielles, modules spécifiques et interfaces avec le SIH.
- *La maintenance applicative* désigne les prestations qui consistent à conserver un programme informatique dans un état lui permettant de remplir sa fonction. Ces prestations de maintien en condition opérationnelle s'exécutent à titre préventif ou correctif. Elles peuvent également concerner des prestations d'évolution des logiciels (définition donnée par le CCAG-TIC article 38.1 pour la tierce maintenance applicative).
- Par *préventif*, on entend les mesures d'entretien exécutées pour éviter la survenance d'anomalies (CCAG-TIC article 38.1).
- Par *correctif*, on entend les mesures consistant à corriger les anomalies (CCAG-TIC article 38.1).
- Par *évolutif*, on entend les mesures de maintenance visant à faire évoluer ou à adapter une ou plusieurs applications, afin d'intégrer de nouvelles fonctions, d'en améliorer le fonctionnement ou de prendre en compte de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires (CCAG-TIC article 38.1).
- Par *adaptatif*, on entend les mesures de maintenance évolutive à caractère technique visant à conserver la compatibilité entre les composants logiciels de la solution lors d'une évolution de version de l'un ou de plusieurs composants.
- Par *réglementaire*, on entend les mesures de maintenance évolutive visant à assurer la compatibilité des composants logiciels de la solution avec les textes réglementaires (lois, décrets, arrêtés).

Détail des prestations :

Une offre de base obligatoire : On-Premise - Maintenance courante et évolutive découpée en 4 composants

La **C1** comprend les prestations de **maintenance courante**. Elle couvre de manière forfaitaire, pour les composants existants et à venir installés au sein du CHU de Nantes :

- La maintenance corrective,
- La maintenance adaptative,
- La maintenance réglementaire courante ne nécessitant pas le recours aux composantes de maintenance évolutive C2 et C3,
- La fourniture des nouvelles versions et services packs,
- Le support technique et la gestion d'incidents,
- L'assistance à la mise en production des nouvelles versions.

La **C2** correspond à une **maintenance évolutive par extension du périmètre applicatif en exploitation**, au moyen de :

- La fourniture de composants, flux ou connecteurs complémentaires sous licence,
- De prestations de mise en œuvre associées,
- De prestations associées à des évolutions réglementaires.
- Maintenance courante annuelle des évolutions

La **C3** correspond à une **maintenance évolutive par la fourniture d'évolutions spécifiques et de prestations complémentaires** sur les domaines fonctionnels en exploitation dans chaque établissement :

- Développements d'états ou d'interfaces spécifiques,
- Développements d'évolutions spécifiques,
- Prestations diverses de formation, d'étude et d'assistance, d'expertise technique, de réalisation de traitements ou requêtes spécifiques.
- Maintenance courante annuelle des évolutions

Les spécifications techniques de chaque composante sont décrites dans les articles 6 à 8.

Les composants, flux, connecteurs ou les développements acquis dans le cadre des composantes C2 et C3 seront couverts par une maintenance courante, à compter de la fin de garantie, au moyen de la passation d'un bon de commande annuel. Le premier bon de commande couvrira le prorata de l'année civile en cours (mêmes modalités d'exécution de maintenance que celles de la C1).

La **C4** est la **transférabilité-réversibilité** :

La **C4** comprend la **récupération des données en fin de marché** dans l'hypothèse de l'arrêt de l'utilisation du logiciel ou bien d'un changement de logiciel : **phase de réversibilité, transfert d'activité (voir article 8.7).**

Une offre variante facultative : Mode Software As A Service (SAAS)

La variante devra respecter les exigences techniques et fonctionnelles du présent CCP.

Le mode SAAS est découpé en trois composantes :

Composante **C1 bis** : **Migration vers le mode SAAS - Mise en œuvre**

Composante **C2 bis** : **Abonnement/Maintenance courante - Accès aux services SAAS**

Composante **C3 bis** : **maintenance évolutive par extension du périmètre applicatif en exploitation**, au moyen de :

- La fourniture de composants, flux ou connecteurs complémentaires sous licence,
- De prestations de mise en œuvre associées,
- De prestations associées à des évolutions réglementaires.
- Maintenance courante annuelle des évolutions

Composante **C3 ter** : **maintenance évolutive par la fourniture d'évolutions spécifiques et de prestations complémentaires** sur les domaines fonctionnels en exploitation dans chaque établissement :

- Développements d'états ou d'interfaces spécifiques,
- Développements d'évolutions spécifiques,
- Prestations diverses de formation, d'étude et d'assistance, d'expertise technique, de réalisation de traitements ou requêtes spécifiques.

- Maintenance courante annuelle des évolutions

Les composants, flux, connecteurs ou les développements acquis dans le cadre des composantes C3 bis et C3 ter seront couverts par une maintenance courante, à compter du PV de réception, au moyen de la passation d'un bon de commande annuel. Le premier bon de commande couvrira le prorata de l'année civile en cours (mêmes modalités d'exécution de maintenance que celles de la C1).

Composante **C4 bis « Transférabilité-Réversibilité »**

La **C4** comprend la **récupération des données en fin de marché** dans l'hypothèse de l'arrêt de l'utilisation du logiciel ou bien d'un changement de logiciel : **phase de réversibilité, transfert d'activité (voir article 8.7).**

Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) pour les deux modes :

Pour les deux modes précités faisant l'objet d'une offre, il est demandé des **prestations supplémentaires éventuelles obligatoires, sous forme forfaitaire annuelle**, indiquées ci-dessous :

- Supports légal et technique complémentaires
- Réalisation des mises à jour techniques et légales
- Intervention sur les serveurs et sur les postes.
- Assistance fonctionnelle sur des modifications de paramétrage (SAV)
- Assistant contrôle paie, outils contrôle DSN (RH contrôle)

Le CHU de Nantes reste libre de retenir ou non ces prestations supplémentaires éventuelles. Le CHU de Nantes mentionnera son choix dans l'acte d'engagement qui sera notifié au titulaire du marché.

ARTICLE 2 : MODE DE DEVOLUTION (ALLOTISSEMENT)

Les prestations ne sont pas alloties.

ARTICLE 3 : FORME DU MARCHÉ

Pour l'offre de base : On-Premise

Le présent Marché est un accord-cadre composite mono-attributaire (pour partie forfaitaire et pour partie à bons de commande) conclu avec seulement un maximum fixé à 90 000 € HT sur la durée totale du Marché (reconductions comprises et toutes composantes confondues).

La partie ordinaire forfaitaire correspond à la maintenance courante (C1) et aux PSE obligatoires, si celles-ci sont retenues.

La partie à bons de commande correspond aux C2, C3, C4 qui s'exécuteront au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux dispositions de l'article R.2162-2 alinéa 2 et des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Pour l'offre variante : Solution en mode Software As A Service (SAAS)

Le présent Marché est un accord-cadre composite mono-attributaire (pour partie forfaitaire et pour partie à bons de commande) conclu avec seulement un maximum fixé à 90 000 € HT sur la durée totale du Marché (reconductions comprises et toutes composantes confondues).

La partie ordinaire forfaitaire correspond à la composante C1 bis, la composante C2 bis, et aux PSE obligatoires si celles sont retenues.

La partie à bons de commande correspond aux C3 bis, C3 ter, C4 bis qui s'exécuteront au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux dispositions de l'article R.2162-2 alinéa 2 et des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Pour les deux modes, les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 3 mois après le dernier jour de validité du Marché.

Les bons de commande seront notifiés par l'établissement bénéficiaire. Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du Titulaire,
- la référence du marché concerné,
- le n° du bon de commande
- la désignation de la fourniture,
- la quantité à livrer,
- le lieu et la date de livraison
- le code Chorus Pro
- l'adresse de facturation
- les délais de livraison ;
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'établissement bénéficiaire pourront être honorés par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions du présent article, l'établissement bénéficiaire se réserve le droit de refuser le paiement des factures présentées par le Titulaire.

Ces bons de commande sont établis sur la base des prix mentionnés dans le bordereau des prix unitaires, annexé à l'acte d'engagement.

La liste des prix unitaires des modules logiciels, des composants et des prestations associées est jointe à l'offre du Titulaire. Cette liste n'est pas exhaustive et pourra, le cas échéant, être complétée sur devis.

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le Marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- ⇒ L'acte d'engagement et ses annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, :
 - Bordereau de prix (notamment le ou les prix forfaitaires annuels, la liste des prix unitaires des modules logiciels, des composants et des prestations associées y compris maintenance annuelle des évolutions éventuelles). Cette liste ne présente pas un caractère exhaustif et pourra, le cas échéant, être complétée sur devis)
- ⇒ Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP n°PAS-24076) et ses annexes

- SMSI.POL.Doc.Charte.Fournisseur.2023-04-11b.docx
- Annexe RGPD
- SMSI.AIDE.Doc.AnnexeSecuriteCCTP.2021-01-12a.xlsx
- Annexe technique - Accès fournisseurs.pdf
- Annexe technique - architecture serveurs et stockage.pdf
- Annexe technique - exploitation de la solution.pdf
- Annexe technique - infrastructures réseaux.pdf
- Annexe technique - Postes de travail.pdf
- Annexe technique - Référentiel IAM et sécurisation du poste de travail.pdf

⇒ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

⇒ L'Offre technique du Titulaire

Le C.C.A.G.-TIC ne sera pas fourni par l'administration, il est réputé connu par le Titulaire.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

L'original de chacun de ces documents, conservés dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, fait seul foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G.-TIC., la notification du marché ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHÉ

Le présent Marché est conclu pour une période de 12 mois à compter du 01/01/2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure (ci-après dénommée « période initiale du Marché »).

Il pourra être reconduit tacitement 3 fois pour une période d'un an à chaque date anniversaire.

Le Titulaire ne pourra pas refuser la reconduction, conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique

En cas de décision de ne pas reconduire le Marché, le CHU de Nantes notifiera sa décision au plus tard 3 mois avant l'échéance du Marché.

Pour le mode On-Premise, la composante C4 prend effet (pour une durée maximum de 3 mois) en cas de non renouvellement de la période en cours ou à la fin des 4 ans ou en cas de résiliation.

Pour le mode SAAS, la composante C4 bis prend effet (pour une durée maximum de 3 mois) en cas de non renouvellement de la période en cours ou en fin des 4 ans ou en cas de résiliation.

Durée d'exécution des bons de commande pour les composantes 2, 3, 3 bis, 3 ter, C4, C4 bis.

Les bons de commande peuvent être émis **jusqu'au dernier jour de validité du marché** et devront s'exécuter au plus tard dans un délai de 3 mois après le dernier jour de validité du marché.

Réversibilité des prestations du précédent marché vers le nouveau titulaire

La réversibilité des prestations du précédent marché vers le nouveau titulaire est exécutée durant une période ne pouvant excéder 2 mois à compter de la date de notification du marché. Cette phase est à la charge du prestataire sortant et du CHU de Nantes.

Réversibilité des prestations en fin de marché (C4 et C4 Bis)

La réversibilité des prestations à l'échéance du marché vers un nouveau titulaire et/ou l'établissement bénéficiaire est exécutée durant une période ne pouvant excéder trois mois à compter de sa date de fin (non reconduction, résiliation ou fin de marché).

ARTICLE 6 : SOUS TRAITANCE

Le titulaire du marché peut dans les conditions **des articles L.2193-1 à L2193-9 du code de la commande publique** sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à conditions d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. La sous-traitance ne peut porter que sur les prestations.

Conformément aux dispositions de **l'article R.2193-1 du code de la commande publique**, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

- La nature des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant
- Les conditions de paiement prévues par le projet de marché de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie

Le titulaire devra également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés.

Lorsque le montant du marché de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant dûment agréé est payé directement pour la partie du marché dont il assure la prestation.

ARTICLE 7 : SPECIFICATIONS

7.1 Spécifications Techniques

Les standards techniques des infrastructures serveurs et de stockage et ceux des postes de travaux sont décrits dans les deux annexes jointes :

- Annexe technique - Postes de travail
- Annexe technique - architecture serveurs et stockage

La partie Sécurité est abordée dans deux documents :

- MS004.Charte_Fournisseur.2024-02-19a

Ce document permet de poser les règles d'accès et d'utilisation des Systèmes d'Information du CHU de NANTES et a pour objet de définir les conditions et modalités que le fournisseur s'engage à respecter afin d'assurer la sécurité des SI du CHU ainsi que de ses données.

- SMSI.AIDE.Doc.AnnexeSecuriteCCTP.2021-01-12a

Ce document a pour objectif d'informer le candidat sur les exigences de sécurité demandées dans le cadre de ce projet, et pour le candidat de renseigner la disponibilité de ces exigences pour la solution (le candidat devra renseigner "X" dans l'une des colonnes G à K, a minima pour les exigences

obligatoires, i.e. celles ayant "X" cochée en colonne D ; un argumentaire sera, suivant les cas, à préciser en colonne L).

7.2 Expression du besoin

La cellule d'appui gère actuellement 70 entités en comptabilité et 40 associations en paye (de 1 à 20 salariés). Le nombre d'entités géré est en perpétuelle évolution. Le logiciel devra s'adapter à une augmentation du nombre de ces entités et prévoir une gestion multi-sociétés.

La maintenance doit s'appliquer sur le périmètre ci-dessous précisé :

- Comptabilité générale et analytique
- Gestion des immobilisations
- Etats comptables et fiscaux
- Paye et ressources humaines

Les mises à jour du logiciel devront permettre de respecter les évolutions réglementaires en vigueur.

Le logiciel apporte la possibilité de transmission des virements bancaires sous les normes européennes (loi SEPA) ainsi que la communication des états fiscaux aux services de l'Etat. Il devra également être compatible avec la réforme de la facture électronique.

COMPTABILITE GENERALE ET ANALYTIQUE

- **Généralités**

Le logiciel est mis en réseau pour le partage de l'information.

Le nombre de postes de travail est de 6.

La création d'entité juridique doit être possible par un utilisateur directement à partir de son poste de travail.

Les informations juridiques (nom, adresse, numéro SIRET etc.) nécessaires au paramétrage de l'entité juridique doivent être simples de saisie et de modification.

- **Gestion des Exercices**

Le logiciel permet :

- La création d'exercices comptables non calés sur un exercice civil.
- La saisie des écritures sur au moins deux exercices comptables sans que ces derniers soient clôturés.
- La consultation des archives une fois les exercices clôturés. Des états doivent pouvoir être édités.
- Le paramétrage manuel à plus ou moins 12 mois dans la mesure où les exercices comptables ne sont pas forcément calés sur les exercices civils.

- **Gestion multi-sociétés**

Le logiciel permet :

- La gestion d'au moins 100 entités avec possibilité de création de nouvelles entités sans limitation de nombre.

- Le requêtage des données comptables sur tout ou partie des entités. A défaut, une compatibilité avec un système de requêtage externe au logiciel doit être proposée.

- **Saisie des écritures**

Le logiciel doit intégrer les journaux standards : ventes, salaires, banque, OD, AN. La possibilité d'en créer de nouveaux doit être proposée.

Il ne devra pas exister de limitation de lignes de saisie dans une même écriture.

Les écritures doivent pouvoir être saisies en brouillard pour permettre une modification ultérieure.

La validation de ces écritures doit pouvoir être faite au moment de la clôture de ces exercices.

La saisie de la date d'enregistrement, le numéro de la pièce et l'intitulé de l'écriture doivent être libres.

Le calcul automatique de la TVA à partir de la saisie d'un numéro de compte (associé au taux de TVA) pourra être proposé.

- **Imputation analytique**

La ventilation analytique doit être possible au moment de la saisie de l'écriture. Celle-ci doit pouvoir être modifiée ultérieurement.

Le nombre de codes analytiques doit être illimité.

- **Lettrage/délettrage**

Le lettrage des comptes de tiers doit être possible manuellement ou automatiquement.

Au moment du lettrage, le logiciel doit proposer une écriture de régularisation si une différence existe.

Le délettrage doit être possible et facile. La recherche d'un mouvement doit pouvoir se faire sur une date, un montant et/ou un code lettrage.

- **Etat de rapprochement**

Les états de rapprochement mensuels seront manuels ou automatiques. Le logiciel doit permettre d'établir un état de rapprochement sur plusieurs banques. Ils doivent pouvoir être modifiables.

Le logiciel doit prévoir l'intégration des relevés bancaires pour une évolution future.

- **Plan comptable**

Un plan comptable pré-paramétré doit exister. Il doit pouvoir être modifié (création de nouveaux comptes, modifications de l'intitulé, création de subdivisions etc.).

Les numéros de comptes seront de 6 caractères minimum (caractères numériques ou alphanumériques).

Lors de la création d'un compte, le compte doit pouvoir être paramétré. Ex : pouvoir lui associer un code ou une répartition analytique, pouvoir lui associer un taux de TVA.

- **Recherches**

L'utilisateur doit pouvoir faire des recherches sur écritures à partir d'un montant, d'une date, d'une partie du libellé, d'un numéro de compte, d'un numéro de mouvement, d'un code analytique.

- **Editions**

Des éditions standard et/ou personnalisables doivent être proposées :

- Journal d'écritures
- Grand livre
- Balance
- Balance et grand livre analytiques
- Bilan
- Compte de résultat
- Soldes intermédiaires de gestion
- Etat préparatoire à la déclaration de TVA

- **Suivi budgétaire**

Le logiciel intègre la possibilité de saisir et suivre un budget général et/ou par code analytique.

- **Imports/exports**

Un transfert de données doit être possible d'un module à un autre. Ex : import des écritures de paye dans le module comptabilité.

Une fois les écritures importées, elles doivent pouvoir être modifiées.

Les données doivent pouvoir être exportées vers la bureautique.

IMMOBILISATIONS

- **Généralités**

Le logiciel de comptabilité intègre ou prévoit un module de gestion des immobilisations. Si la solution prévoit un module complémentaire ce dernier devra avoir les mêmes modalités décrites aux points 2.2 et 2.3 (hormis le point sur le requêtage).

Le logiciel est mis en réseau pour le partage de l'information.

Le nombre de postes de travail est de 6.

- **Gestion des immobilisations**

Une fiche de création d'immobilisation devra être créée lors d'une acquisition. Le nombre de fiche doit être illimité.

Une fiche immobilisation doit comporter ou être personnalisable pour permettre la saisie, au minimum, des éléments suivants :

- Un code immobilisation
- Un libellé
- Un code analytique

- Nom du fournisseur
- Référence pièce comptable
- Valeur d'achat de l'immobilisation
- Valeur à amortir de l'immobilisation
- Date d'achat de l'immobilisation
- Date de début d'amortissement
- Type d'amortissement : linéaire, dégressif, exceptionnel, dérogatoire etc
- Une durée d'amortissement en année et mois

La date de calcul de la dotation d'amortissement doit pouvoir être modifiable pour pouvoir faire des simulations.

Le module doit permettre la saisie des informations concernant une sortie d'immobilisation de l'inventaire. Il doit être possible de mettre au minimum : la date de sortie, le montant du prix de vente, le type de sortie (cession, mises au rebut).

- **Editions**

Des éditions standard (plan d'amortissement) et/ou personnalisables doivent être proposées. Ex : éditions des immobilisations par compte, par famille analytique.

- **Imports/exports**

Un transfert de données doit être possible d'un module à un autre. Ex : import des écritures de dotation aux amortissements dans le module de comptabilité.

Une fois les écritures importées, elles doivent pouvoir être modifiées.

Le module doit pouvoir générer les écritures de dotation d'amortissement avec le choix de la date d'effet.

LIASSES FISCALES

- **Généralités**

Le logiciel de comptabilité intègre ou prévoit un module de transmission des états comptables et fiscaux avec un maximum de 15 numéros SIREN.

Le logiciel doit être mis en réseau pour le partage de l'information.

Le nombre de postes de travail est de 6 sans accessibilité simultanée aux utilisateurs.

- **Fonctionnalités**

La solution prévoit l'importation automatique de la balance sans saisie manuelle.

Il doit exister une possibilité d'édition et de transmission des déclarations IS et IR (2031,2065), relevés des frais généraux (2067), liasses fiscales (2033,2050) et toutes autres déclarations télédéclarables.

La solution doit prévoir une évolution pour s'adapter aux autres éditions souhaitées par l'administration fiscale.

- **Généralités**

Le logiciel est accessible à plusieurs utilisateurs sans accès simultané sur une même entité juridique.

Le logiciel est mis en réseau pour le partage de l'information. Les saisies et envois (DSN, attestation de salaire,...) et retour de l'administration devront être visibles par tous les utilisateurs afin d'assurer un meilleur suivi des dossiers.

Le nombre de postes de travail est de 2 ou 4 maximum. La différence de coût devra être exprimée par le candidat.

La création d'entité juridique doit être possible par un utilisateur directement à partir de son poste de travail.

Les informations juridiques (nom, adresse, numéro SIRET etc.) nécessaires au paramétrage de l'entité juridique doivent être simples de saisie et de modification.

Le logiciel doit permettre l'intégration de certaines conventions spécifiques telles que la CCN du sport, la CCN 51, des usages, accords d'entreprises, DUE. Cette liste n'est pas exhaustive.

Le logiciel doit garantir la prise en considération des spécificités de gestion de chaque entité au moment de sa création : ancienneté à prendre en compte avant maintien de salaire ; maintien de salaire au brut ou au net ; prise des congés en heures ou en jours ; ouvrés, ouvrables, calendaires ; prime spécifique à une date donnée ; mode de calcul des congés payés en cours...

Des interfaçages doivent être possibles avec des logiciels de gestion de temps de travail.

La modification du choix de la gestion doit être facile, rapide et automatique (pas besoin d'aller chercher chaque rubrique associée à ce nouveau choix).

- **Gestion des exercices sociaux**

Le logiciel permet la consultation des données RH et paie une fois les exercices sociaux clôturés. La durée d'archivage avec accès doit être au moins de 3 ans.

- **Gestion multi-sociétés**

Le logiciel permet :

- La gestion d'au moins 40 entités avec possibilité de création de nouvelles entités ou établissement sans limitation de nombre. Il doit être possible de faire, au minimum, entre 1 et 30 payes par entité par mois.

- **Fonctionnalités**

- Création de fiches salariés comprenant toutes les informations sur le contrat de travail : Ex : type de contrat – CDD ou CDI-, dates du contrat, pourcentage de temps de travail, coordonnées bancaires et tout autre élément nécessaire au calcul de la paye et de la transmission des DSN.
- Gestion des congés et RTT : la saisie des données doit être libre en nombre de jours acquis et en période de référence, les jours acquis non pris doivent pouvoir être transférés sur l'exercice suivant de manière automatique.
- Gestion des absences : saisie des arrêts de travail, calcul du droit au maintien de salaire et calcul des IJSS
- Dans le cadre du MTT, les attestations de salaire doivent être transmises via la DSN
- Le logiciel doit être paramétré pour le traitement des IJSS prévoyance

- Les rubriques de paie doivent pouvoir être duplicables si non existantes.
- La recherche lors de la création des bulletins doit pouvoir se faire par numéro de rubrique, type d'intitulé, montant, unité, pourcentage ...
- Affectation analytique du temps de travail doit être possible.
- Les bulletins de salaires doivent pouvoir être modifiable jusqu'à la clôture mensuelle. Après la clôture mensuelle, il doit être possible d'établir des bulletins complémentaires, des rappels de bulletins. Ces fonctionnalités doivent être accessibles après le départ du salarié au sein de la structure.
- Existence de bulletins modèles. Ex : cadre, non cadre, apprentis.....
- Intégration dans le logiciel de certaines conventions spécifiques telles que la CCN du sport, la CCN 51, la CCN 66
- Les indemnités spécifiques doivent être paramétrées : PPV, indemnités de licenciement, ruptures conventionnelles (légale et supra légale).....
- Mises à jour automatiques selon les évolutions de la réglementation et régularisations automatiques en fonction, et si besoin.
- L'historisation des données des informations des salariés et des paies doivent pouvoir être facilement consultable, exploitable et modifiable.

• **Editions**

Des éditions standard et/ou personnalisables doivent être proposées : charges à payer par caisses, réduction Fillon, journal et livre de paye, états de virements, fiches individuelles, déclaration préalable à l'embauche, solde de tout compte, certificat de travail. Les éditions doivent pouvoir être éditées mensuellement, trimestriellement, semestriellement, annuellement et de date à date.

Les éditions doivent pouvoir être éditées sur critère analytique.

Les bulletins de salaire doivent pouvoir être édités en masse : mois par mois, ainsi que date à date salarié/ salarié.

Les documents de fin de contrat doivent faire remonter automatiquement les mentions légales et nécessaires (montants, dates, texte de loi, entité...) et également pouvoir faire l'objet de commentaires, d'ajout de notions supplémentaires.

Les attestations de salaires liées à la maternité, la maladie et les accidents du travail doivent pouvoir être générées ainsi que les attestations Pôle Emploi.

Les bulletins de salaires doivent être éditables après la clôture mensuelle à la demande du salarié.

• **Imports/exports**

Les écritures de paye doivent pouvoir être transférées vers le logiciel de comptabilité. Les données doivent pouvoir être modifiées une fois qu'elles ont été transférées.

Les imports à produire :

- import possible des variables de paie sous le format.xls (voire .odt)
- import de trame de solde de tout compte, de certificat de travail sous le format .doc

Les exports à produire :

- L'export du fichier DSN vers les organismes sociaux

- L'export des avis de virement vers la banque.
- L'export des données salariées et autres vers la bureautique

7.3 Spécifications pour l'Offre de base : Maintenance courante et évolutive

7.3.1 Spécifications liées à la maintenance courante (C1)

La **C1** couvre la maintenance corrective, préventive, adaptative et réglementaire courante du périmètre défini précédemment, ainsi que la maintenance corrective et adaptative des composants spécifiques définis d'un commun accord.

La maintenance courante comprend de manière forfaitaire les prestations suivantes :

- Fourniture des nouvelles versions de logiciel (versions majeures, versions intermédiaires, versions correctives ou « service packs ») intégrant l'ensemble des mesures correctives, préventives, adaptatives et réglementaires
- Support technique et gestion d'incidents et anomalies.
- Assistance à la mise en production des nouvelles versions.
- Suivi de la maintenance et production d'indicateurs qualitatifs de bonne exécution de la maintenance courante.

7.3.1.1 Fourniture des nouvelles versions

Le Titulaire s'engagera à fournir au CHU de Nantes dans le périmètre du contrat les nouvelles versions de logiciel intégrant l'ensemble des mesures correctives, préventives, adaptatives et réglementaires courantes réalisées sur le périmètre défini précédemment.

Avant chaque livraison de version, le Titulaire :

- Réalisera des tests de non-régression permettant de maintenir la fiabilité des fonctionnalités de la version en exploitation.
- Communiquera le contenu de la livraison, la documentation à jour, les dates de livraison et les pré-requis techniques nécessaires à l'installation de la version.

L'établissement bénéficiaire exécutera ses propres tests de non régression et de validation puis planifiera la mise en place des nouvelles versions en fonction du résultat des tests et des contraintes d'exploitation. Les livraisons non satisfaisantes pourront ne pas être mises en production ; elles pourront faire l'objet de pénalités en cas de régressions constatées par rapport aux versions précédentes.

7.3.1.2 Maintenance adaptative

Le progiciel et les interfaces standard sont maintenus vis à vis des évolutions des composants et des logiciels de base utilisés dans le fonctionnement normal de l'application.

Toute évolution majeure ou inattendue (arrêt de commercialisation d'un produit qui ne serait plus maintenu, rupture forte dans la compatibilité ascendante) sera à la charge du Titulaire qui devra assumer les conséquences techniques et financières de ces changements non sollicités par l'établissement bénéficiaire.

7.3.1.3 Maintenance réglementaire courante

La maintenance réglementaire courante concerne les évolutions du logiciel pour le rendre conforme aux évolutions des textes réglementaires (lois, décrets, arrêtés) qui ne nécessitent pas de recourir aux composantes C2 et C3 de maintenance évolutive.

Le Titulaire effectuera une veille réglementaire. Il informera l'établissement bénéficiaire des résultats de son analyse d'impact en cas d'évolution réglementaire.

Il s'engage à réaliser les modifications dans un délai de trois mois avant le rendu exécutoire de l'évolution réglementaire sous réserve que le délai restant pour la mise en application le permette.

7.3.1.4 Support technique et gestion des incidents et anomalies (maintenance corrective)

En cas de dysfonctionnements, le Titulaire du contrat :

- Assurera un support technique pour diagnostiquer l'incident et y remédier ; ce support sera fourni au moyen d'une assistance téléphonique, par télémaintenance, ou par déplacement sur site selon les besoins ;
- Procurera à l'établissement bénéficiaire les corrections des anomalies ou lui indiquera la solution qu'il préconise ;
- Réalisera des routines de remise en état du contenu de la base de données consécutivement à un dysfonctionnement qui aurait corrompu son contenu.

7.3.1.5 Conditions d'exécution de la maintenance corrective

Le Titulaire pourra proposer sa propre organisation et la justifier. L'organisation souhaitée par le CHU de Nantes, établissement support du GHT44 est décrite ci – dessous.

7.3.1.6 Déclenchement de l'intervention

La demande d'intervention en cas de dysfonctionnement peut être émise par le référent habituel du site, soit par téléphone soit par mail, soit sur un portail proposé par la société en indiquant un niveau de gravité.

La qualification

Priorité	Description
1 Critique	Logiciel : exécution d'une fonction logicielle impossible ou applicatif bloqué Infrastructure IT : panne du système de production ou erreurs sévères sur des opérations générales.
2 Urgent	Logiciel : restriction sur des fonctions logicielles, mais sans possibilité de contournement. Infrastructure IT : utilisation limitée du système pour plusieurs utilisateurs ou arrêt d'un sous-système sans qu'il n'y ait d'impact général.
3 Important	Logiciel : restrictions sur des fonctions logicielles, mais avec possibilité de contournement. Infrastructure IT : utilisateur ou fonction spécifique affecté sans impact général sur le système.
4 Mineur	Logiciel : erreurs sans conséquence directe ou nécessitant des demandes d'évolution Infrastructure IT : légères restrictions sur des fonctions du système sans conséquence majeure et n'entravant pas le fonctionnement général.

La classification se fait de la façon suivante :

- Sont considérés comme Bloquants, les incidents de priorité 1 et 2
- Sont considérés comme Non Bloquants et Mineurs, les incidents de priorité 3 et 4

7.3.1.7 Disponibilité du support technique

La prestation de support technique et de gestion des incidents et anomalies devra couvrir une période d'intervention s'étendant de 8h30 à 17h30 du lundi au vendredi, en dehors des jours fériés.

Toute modification des périodes de couverture devra faire l'objet d'un accord préalable écrit.

7.3.1.8 Les délais d'Intervention et de Résolution sont :

Le délai d'intervention requis est de 8 heures pour la prise en compte de l'incident. Le délai d'indisponibilité du serveur ne devra pas dépasser 2 jours ouvrés.

Les utilisateurs n'exigent pas d'astreintes pour le Week-end.

Cette maintenance comprend un support applicatif côté Utilisateur et une maintenance côté serveur (support pour les administrateurs du CHU de Nantes).

Les délais ci-dessous sont des délais souhaités :

Délai pour diagnostiquer le problème => GTI (Garantie d'Intervention)

- 4 heures ouvrées pour un incident « Bloquant »
- 8 heures ouvrées pour un incident « Non bloquant ou Mineur »

Pour trouver une solution au problème => GTR (Garantie de Résolution)

- 8 heures ouvrées pour un incident « Bloquant »
- 5 jours pour un incident « Non bloquant ou Mineur »

Tous les délais d'intervention et de résolution sont comptés à partir de la notification des corrections et bogues ou correction au titulaire.

Toutes les anomalies bloquantes et majeures doivent obligatoirement faire l'objet d'une notification datée.

Les autres demandes (délai maximal > 72 heures ouvrées) pourront faire l'objet d'une notification par e-mail sur l'adresse créée spécifiquement.

Toute modification des périodes de couverture devra faire l'objet d'un accord préalable écrit.

Le titulaire proposera une prestation qui permettra de solliciter de manière exceptionnelle une intervention système en dehors de la période ouvrée.

Le cas échéant, la société pourra proposer ses délais, sa plage horaire et son dispositif d'accueil et de suivi des demandes.

Sous réserve que ces propositions soient validées par l'acheteur, le Titulaire sera engagé contractuellement sur ses propositions.

7.3.1.9 Intervention sur appel

Les interventions commencées pendant l'horaire contractuel devront être poursuivies sans désespérer et sans supplément de prix, en accord avec l'établissement bénéficiaire, et ce jusqu'au moment où le logiciel en ordre de marche sera remis à la disposition de l'établissement bénéficiaire.

7.3.1.10 Local de maintenance

Sans objet.

7.3.1.11 Accès aux locaux

L'accès des préposés du Titulaire du contrat aux locaux de l'établissement bénéficiaire sera soumis aux conditions générales imposées aux personnes étrangères au dit établissement.

S'il existe des conditions d'accès ou des consignes de sécurité particulières propres au site où est implanté l'équipement, l'établissement bénéficiaire en informera le Titulaire du contrat par écrit. De même toute modification des conditions générales ou particulières d'accès sera communiquée par écrit au Titulaire du contrat.

7.3.1.12 Télémaintenance

Le Titulaire prendra à sa charge les coûts des installations et des communications lui permettant d'intervenir à distance pour les opérations de maintenance, sécurisées et tracées, dans les respects des standards de sécurisation de la production informatique de l'établissement bénéficiaire.

7.3.1.13 Exclusions

Sont exclues du périmètre de la maintenance corrective :

- La correction d'anomalies sur des logiciels réalisés par l'établissement bénéficiaire ou par un tiers à partir des logiciels d'origine du Titulaire du contrat,
- L'introduction dans les logiciels, par l'établissement bénéficiaire, de modifications ou de nouvelles fonctions spécifiques,
- Les prestations d'assistance ou de dépannage en dehors des périodes d'intervention,
- La maintenance des composants non commercialisés par le Titulaire du contrat.

7.3.1.14 Assistance à la mise en production des nouvelles versions

Pour toute version majeure sur le périmètre défini, le Titulaire s'engagera à apporter une assistance technique pour la préparation et l'exécution de la mise en production ainsi que le suivi du démarrage pendant une journée après la mise en production.

7.3.1.15 Suivi de la maintenance

Le Titulaire s'engagera à participer à des réunions régulières avec l'établissement bénéficiaire, au moins une fois par an, pour :

- Assurer le suivi d'exécution de la maintenance courante (suivi des anomalies, indicateurs, gestion des priorités),
- Informer l'établissement bénéficiaire du contenu des versions à venir et de l'implémentation sous les **produits diffusés par Sage** des évolutions réglementaires,
- Faire le point sur l'exécution des travaux de maintenance évolutive spécifique (C3).

7.3.2 Spécifications liées à la maintenance évolutive par extension de périmètre (C2)

Les nouveaux composants proposés par le Titulaire, ainsi que les prestations de mise en œuvre associées, feront l'objet d'une proposition de devis soumis à l'acceptation de l'établissement bénéficiaire.

Le devis précisera :

- La description des composants et prestations
- Les coûts associés (notamment le coût de la maintenance annuelle)
- Un planning détaillé de réalisation.

Ce devis donnera lieu, après accord, à un bon de commande établi par l'établissement.

Les prestations associées peuvent être de différente nature :

- Formation,
- Assistance,
- Consulting,
- Expertise,
- Installation, configuration et paramétrage,
- Maintenance courante annuelle associée

La liste des composants et des prestations (non exhaustive) et des prix unitaires associés sera jointe à l'offre du Titulaire. Cette liste pourra être complétée, le cas échéant, lors de l'établissement des devis.

7.3.3 Spécifications liées à la maintenance évolutive par fourniture d'évolutions spécifiques et de prestations (C3)

Les évolutions spécifiques et les prestations complémentaires demandées par l'établissement bénéficiaire feront l'objet d'une proposition de devis soumis à son acceptation.

Les évolutions spécifiques peuvent concerner tous les **composants des progiciels diffusés par le titulaire**.

Le devis précisera :

- La description des évolutions et/ou des prestations
- Les coûts associés (notamment le coût de la maintenance annuelle)
 - Un planning détaillé de réalisation
- Le cas échéant, la maintenance courante annuelle associée aux évolutions

Ce devis donnera lieu, après accord, à un bon de commande établi par l'établissement.

Les prestations sont de même nature que celles de la composante 2.

La liste des composants et des prestations (non exhaustive) et des prix unitaires associés sera jointe à l'offre du Titulaire. Cette liste pourra être complétée, le cas échéant, lors de l'établissement des devis.

7.4 Spécifications pour l'Offre Variante : Mode SAAS

Le CHU de Nantes souhaite une offre variante par une solution en mode Software As A Service (SAAS) pour envisager de ne pas avoir à mener un projet technique de mise en place de la solution sur ses propres infrastructures.

Le titulaire devra proposer tous les services d'accompagnement aux utilisateurs et aux administrateurs métiers qui permettent de démarrer la solution (phase Setup) et de l'exploiter au quotidien.

ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION ET DE VERIFICATION

Offre de base : vérifications pour les composantes C2 et C3

Les opérations de réception, vérification et admission sont placées sous la responsabilité de l'établissement bénéficiaire.

Les spécificités relatives aux différentes composantes et prestations sont précisées ci-après.

8.1 Vérification des modules logiciels et composants acquis via C2 et C3

Les modules logiciels et composants associés aux composantes 2 et 3, font l'objet d'une mise en ordre de marche (MOM), d'une vérification d'aptitude (VA) sur une plate-forme de qualification, et d'une vérification de service régulier (VSR) sur la plate-forme de production de l'établissement bénéficiaire.

8.1.1 Mise en ordre de marche

La MOM doit être effectuée conformément au calendrier de livraison défini dans le bon de commande. En cas d'absence de date de livraison de la MOM dans le bon de commande, la livraison de la MOM doit être réalisée dans un délai **de 3 mois** à compter de la réception du bon de commande.

La Mise en Ordre de Marche est prononcée au vu de la fourniture des modules du logiciel prévus par la composante 2 ou 3, dans sa version paramétrée et totalement intégrée à l'application. La mise en ordre de marche n'intervient que si l'ensemble des documentations prévues dans la fourniture du Titulaire ont été livrées.

8.1.2 Vérification d'aptitude

L'objet de la VA est de constater que la solution délivrée couvre les fonctionnalités attendues et que la solution peut être mise en production.

La VA comprend la vérification :

- De la fourniture des éléments constitutifs de la commande et la vérification de la conformité,
- De la concordance et de l'exhaustivité de la documentation produite par le Titulaire avec les éléments livrés,
- De la conformité vis-à-vis des contraintes techniques et des contraintes d'intégration au SIH de l'établissement bénéficiaire,
- Du bon fonctionnement de chaque élément dont la liste est faite dans le bon de commande,
- De la performance globale des éléments intégrés au système.

Cette vérification est de la responsabilité de l'établissement bénéficiaire.

Le CHU dispose d'un délai d'un **mois** à compter de la date de signature du procès-verbal de Mise en Ordre de Marche pour notifier au titulaire par écrit soit une décision positive de vérification d'aptitude, soit une décision motivée d'ajournement ou de rejet. Pendant cette période, les techniciens de l'établissement bénéficiaire procèdent aux tests et vérifications, en collaboration avec le Titulaire qui dispose de cette même période pour optimiser le paramétrage d'installation et pour procéder aux corrections des anomalies qui auraient été signalées par l'établissement bénéficiaire.

Les anomalies détectées lors de la VA sont classées conformément aux critères définis à l'article 8.2.1. La VA ne peut être prononcée qu'en l'absence d'anomalie bloquante ou majeure, sauf dérogation acceptée par l'établissement bénéficiaire sous forme de réserve.

En cas d'ajournement, une nouvelle période de VA est déclenchée. Cette période ne peut excéder 15 jours.

8.1.3 Vérification de service régulier

La VSR consiste à déployer l'ensemble des composants constitutifs de la livraison et à vérifier leur conformité et leurs performances dans des conditions normales d'utilisation.

Cette vérification est de la responsabilité de l'établissement bénéficiaire.

La régularité du service s'observe pendant une durée de **trois mois** à partir de la date de signature de la VA. Le Titulaire devra pendant cette période corriger toutes anomalies jugées bloquantes ou majeures relevant du domaine fonctionnel ou des performances que lui aurait signalé l'établissement bénéficiaire. La VSR est notifiée au titulaire par écrit et comporte soit une décision positive de vérification de régularité du service, soit une décision motivée d'ajournement ou de rejet.

Le service sera réputé régulier :

- Si la durée cumulée des indisponibilités imputables à des pannes en relation avec la prestation demandée ne dépasse pas, au cours de chaque semaine de la durée de la VSR, 1 % de la période d'utilisation effective (24h sur 24, 7 jours sur 7),

- Si les performances ne sont pas dégradées, en volume réel et grandeur réelle, de plus de 30 %,
- Et s'il ne demeure pas d'anomalie bloquante ou majeure.

En cas d'ajournement, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour présenter, à nouveau, les prestations mises au point. Une nouvelle période de VSR de 15 jours calendaires sera alors déclenchée.

Le CHU de Nantes peut également prendre une décision de réception avec réfaction conformément à l'article 33.2.2 et à l'article 34.3 du CCAG/TIC.

8.2 Vérification des autres prestations

Toutes les autres prestations sont vérifiées unitairement lors des interventions et sur la base des relevés.

Les prestations d'installation, de configuration et de paramétrage associées à la mise en œuvre d'un composant font l'objet d'une admission dans le cadre de la VSR associée à ce composant.

Les prestations de formation font l'objet d'une fiche d'intervention détaillant l'objet de l'intervention, la date, le lieu, l'intervenant. Cette fiche est co-signée par l'intervenant du Titulaire et par le représentant concerné de l'établissement bénéficiaire, qui peut mentionner d'éventuelles réserves quant à la conformité de la prestation. Les réserves bloquantes donnent lieu à un complément d'exécution et à une nouvelle vérification.

Les autres prestations non associées à la mise en œuvre d'un composant sont vérifiées unitairement quant à leur exécution et à leur conformité à la commande. L'acceptation du relevé sans réserve vaut admission des prestations.

Offre variante : vérification de la mise à disposition de la solution

8.3 Composante C1 bis « Migration »

La migration vers le mode SAAS est validée par la signature d'un PV de réception de migration attestant de la réalisation des prestations de migration.

8.4 Composante C2 bis « Accès aux services SAGE Mode SAAS »

Les utilisateurs métiers du CHU de Nantes doivent alors avoir accès à toutes les fonctionnalités demandées sans dysfonctionnement.

Le service prend effet à compter de la date signature d'un PV de vérification d'aptitude par le CHU de Nantes.

8.5 Composantes C3 bis et C3 ter :

La vérification des évolutions se fait sur la base d'un PV de réception : vérification de l'accès à l'évolution en fonction.

8.6 Les délais de Résolution des incidents :

Le titulaire est engagé sur les délais de résolution en mode SAAS qu'il aura proposé au stade de son offre.

Réversibilité – Transférabilité : Exécution et vérification

Le marché comprend une composante de réversibilité.

8.7 Principes de la période de Transférabilité

Cette composante est sans objet au cas où le Titulaire du présent marché public serait notifié Titulaire du marché public suivant.

Sinon, le Titulaire du présent marché public s'engage à assurer la transférabilité de la maintenance de l'application à un Titulaire repreneur dans le cadre du renouvellement ou de la résiliation du présent marché public.

Cette composante a pour objet que le Titulaire du présent marché public pilote et réalise les prestations et livre les fournitures nécessaires pour que le Titulaire repreneur prenne connaissance de l'existant à maintenir.

Le logiciel étant la propriété exclusive de l'éditeur, la phase de transfert de compétence ou de réversibilité portera uniquement sur un accompagnement durant la phase de réversibilité qui se traduira soit par le rachat d'une solution concurrente interne et/ou externe.

Durant la période d'initialisation déterminée par le **CHU DE NANTES** ou le nouveau prestataire (mise en place de l'organisation et reprise d'expertise), **le prestataire sortant** assurera :

- La maintenance corrective des évolutions bloquantes et majeures
- La maintenance évolutive pour les évolutions urgentes
- Une assistance technique auprès du **CHU DE NANTES**.

Au cours de cette période de réversibilité, **le prestataire sortant** fournira au **CHU DE NANTES** la dernière version :

- Une copie de la base de données (structures et données)
- du référentiel documentaire
- des demandes ouvertes durant la période pendant laquelle la société avait en charge la maintenance (au format Excel)
- des indicateurs de suivi
- du plan d'action
- de tout autre élément inhérent à la maintenance.
- Le plan du projet de prise de connaissance établi avec le CHU et le nouveau titulaire
- Le calendrier des opérations de transfert des données

Les livrables documentaires feront l'objet d'un procès-verbal de réception signé par le CHU de Nantes.

En fin de période de récupération de données, un procès-verbal de fin d'utilisation du progiciel doit être présenté au CHU. Ce document met fin à la phase de réversibilité et à la prestation.

ARTICLE 9 RESPONSABILITES ET ASSURANCE

En matière de responsabilité, il sera fait application des articles 8 et 9 du CCAG-TIC.

Le Titulaire doit justifier d'une police d'assurance couvrant les dommages de toute nature pouvant affecter les personnes ou les biens et engager sa responsabilité du fait :

- De l'activité de ses agents,
- Des moyens mis en œuvre pour la réalisation des prestations,
- Du mauvais fonctionnement des composants, sous réserve que ces composants soient utilisés conformément au mode d'emploi.

ARTICLE 10 GARANTIE

En mode On Premise : les composants ou développements acquis dans le cadre des composantes 2 et 3 entrent en maintenance après une garantie de 1 an suite au prononcé de la VSR, selon les mêmes modalités d'exécution de maintenance prévues dans la C1.

En mode SAAS : par dérogation à l'article 36 du CCAG-TIC, **les composants ou développements acquis dans le cadre des composantes C3 bis et C3 ter** entrent en maintenance dès signature du PV de réception.

Les prestations d'installation, de configuration et de paramétrage acquises dans le cadre des mêmes composantes sont garanties 6 mois.

ARTICLE 11 CONFIDENTIALITE

Le Titulaire s'engage à appliquer et à faire appliquer le secret professionnel sur les informations et les documents auxquels il a accès pendant la réalisation de ses prestations.

Le Titulaire ne pourra remettre sans l'autorisation préalable de l'établissement bénéficiaire, des documents confidentiels à d'éventuels sous-traitants. En cas de remise autorisée, ces derniers seraient tenus aux mêmes obligations que le Titulaire.

Tout support, comportant des informations confidentielles confiées au Titulaire, devra être remis à l'établissement bénéficiaire en fin de contrat.

L'obligation de confidentialité continuera après l'expiration du contrat. Elle devient caduque si l'information tombe dans le domaine public en dehors de toute intervention du Titulaire.

Cette obligation étant essentielle, l'établissement bénéficiaire pourra, en cas de non-respect, résilier le contrat immédiatement sans préavis et de plein droit sans préjudice des dommages et intérêts qu'il pourra réclamer.

L'établissement bénéficiaire s'engagera à conserver le secret sur toutes les applications, techniques, méthodes, savoir-faire, mis en œuvre et/ou développés par le Titulaire pour l'exécution du présent contrat.

Les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas aux informations qu'il est d'usage courant de communiquer à la clientèle ou à celles qui sont déjà connues du public.

ARTICLE 12 INVALIDITE D'UNE CLAUSE

Si une ou plusieurs stipulations du présent contrat étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement, ou encore à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. Les Parties procéderont alors sans délai aux modifications nécessaires en respectant, dans toute la mesure du possible, l'accord de volonté existant au moment de la signature du présent contrat.

ARTICLE 13 INTEGRALITE ET LIMITE DU CONTRAT

Le présent contrat, assorti de ses annexes, exprime l'intégralité des obligations des parties. Aucune des dispositions des présentes ne peut être modifiée, altérée, complétée, modifiée, ni aménagée, que ce soit en totalité ou en partie, sauf par un écrit signé par les Parties.

ARTICLE 14 RESILIATION

Il sera fait application des clauses du chapitre 8 du CCAG/TIC en cas de décision de résiliation du Contrat par le CHU de Nantes.

En outre en cas de décision d'arrêt d'exploitation du logiciel, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent marché pour motif d'intérêt général compte tenu d'une suppression du besoin. Cette résiliation interviendra en respectant un préavis de trois mois à compter de la décision prononcée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Par dérogation des articles 47 et 51 du CCAG/TIG, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

ARTICLE 15 LITIGES

Le présent contrat est soumis au droit français. Il sera fait application de l'article 55 du CCAG/TIC. Dans l'hypothèse d'un différend entre les Parties quant à l'application du présent contrat, à son interprétation ou à son exécution, le titulaire du contrat s'engage à notifier à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception une lettre de réclamation exposant les motifs du désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées, conformément à l'article 55.2 du CCAG/TIC.

Pour le cas où les parties ne parviendraient pas à un accord amiable, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Nantes.

ARTICLE 16 PRIX

Offre de base

Les prestations de la composante 1 et 4 sont traitées à prix forfaitaires.

Les prestations des composantes 2 et 3 sont traitées à prix unitaires.

Les prix de référence du marché sont les prix unitaires et forfaitaires nets HT et TTC saisis par le Titulaire dans l'annexe financière, fournie par le CHU de Nantes et joint à l'acte d'engagement.

Ils détaillent :

- l'ensemble des coûts de maintenance par module, par composants pour la Composante 1
- les prix unitaires des flux, connecteurs, modules...
- les prix unitaires de journée par profil, les frais de déplacement et d'hébergement le cas échéant (prix sur site et prix à distance)
- **soit les prix, déjà établis**, des maintenance des flux, connecteurs, modules ou développements qui pourraient être acquis via C2 et C3, **soit la règle de calcul pour déterminer le prix** de la maintenance des modules, composants ou développements qui pourraient être acquis au cours du contrat via les C 2 et C3.
- Le coût forfaitaire pour la composante 4

Offre variante

Les prestations de la composante 1 bis, 2 bis, et 4 bis sont traitées à prix forfaitaires annuels.

Les prestations des composantes 3 bis, et 3 ter sont traitées à prix unitaires.

Les prix de référence du marché sont les prix unitaires et forfaitaires nets HT et TTC saisis par le Titulaire dans l'annexe financière, fournie par le CHU de Nantes et joint à l'acte d'engagement.

Pour les deux mode (offre de base et offre variante, le cas échéant) :

Le prix des prestations supplémentaires éventuelles obligatoires est traité à prix forfaitaire annuel.

Les prix sont établis aux conditions économiques du jour limite de dépôt des offres. Les prix de règlement s'entendront toutes taxes comprises, au taux de TVA en vigueur au dernier jour du mois faisant l'objet de la facturation. Ils seront réputés comprendre toutes charges fiscales et parafiscales.

Le CHU de Nantes se réserve le droit d'accepter toutes remises supplémentaires en cours d'exécution du contrat ou toute offre promotionnelle sur un produit figurant au contrat.

L'EURO est la monnaie de compte du marché. Le prix restera inchangé en cas de variation du cours de la monnaie utilisée par le Titulaire pour régler son fournisseur étranger.

Modalités de révision des prix

Les prix forfaitaires et unitaires nets HT sont fermes pour la première année du contrat, puis révisibles annuellement au 01 janvier de chaque année.

La révision des prix se fera selon la formule suivante :

$$P1 = (0.30P0) + (0.70PO \times S1/S0)$$

P1 = montant après révision

P0 = montant initial à la date de notification du contrat ou après précédente révision

S0 = indice Syntec publié au mois d'octobre précédant de la date de notification du marché ou de la date d'effet précédente révision

S1 = indice publié en octobre précédant avant à la date de révision (même mois que l'indice S0)

L'indice Syntec est publié par la Maison de l'ingénierie (Fédération Syntec).

La demande de révision est notifiée par la Partie la plus diligente à l'autre Partie, au plus tard le 15 janvier de l'année qui commence.

A défaut d'intervenir dans ce délai, la demande de révision peut être refusée par l'autre Partie, le contrat s'exécutera alors dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour la révision.

Le cas échéant, les taux de remise accordé par le titulaire dans son offre sont fermes pour la durée du contrat.

ARTICLE 17 : MODALITES DE REGLEMENT

17.1 Paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours, conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du code de la commande publique.

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-FCS

17.2 Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au paiement seront établies selon les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro de son compte postal ou bancaire, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- la référence au Contrat, à la composante considérée ou au bon de commande s'il y a lieu,
- la nature de la prestation réalisée et des fournitures livrées (toutes composantes),

- le prix forfaitaire et unitaire net HT des prestations et fournitures réalisées,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TVA comprise,
- la date de facturation

17.3 Transmission des demandes de paiement

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à l'ensemble des fournisseurs.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour de plus amples informations, veuillez suivre le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>.

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures, les paramétrages du **CHU de NANTES** sont les suivants :

⇒ **Le code Siret** du CHU de Nantes : **26440013600471**

Notre établissement est identifié sur le portail comme « **CHU NANTES** »

⇒ **Le code service «Informatique** » OBLIGATOIREMENT. (NB : Cette information est mentionnée sur tous nos bons de commandes, dans la zone dédiée à l'adresse de facturation, sous la mention CHORUS PRO.)

⇒ **Le numéro d'engagement** (référence interne de notre commande) n'est pas obligatoire MAIS nous vous encourageons à renseigner cette zone dès lors qu'un bon de commande est transmis en amont. Cette référence est alpha numérique, commençant par une ou deux lettres. EX : EB141352 ou I91532

17.4 Règlements

Les conditions de règlement des fournitures et prestations sont précisées dans le tableau suivant :

<u>Composante 1 (*)</u>	Facturation trimestrielle civile à terme échu La première facture sera établie au prorata temporis du trimestre civil en cours	
<u>Composante C1 bis</u>	100% sur PV de réception	
<u>Composante C2 bis</u>	Facturation trimestrielle civile de préférence à terme échu	
<u>Composantes 2 et 3</u>		
Composants et prestations associées d'installation, configuration et paramétrage	MOM du (des) composant(s)	50 %
	VA du (des) composant(s)	30 %
	VSR du (des) composant(s)	20 %
	Pour les nouvelles fonctionnalités en état de fonctionnement: Paiement à compter du PV de réception	
Composante C3 bis		
Composante C3 ter	Pour des développements :100% sur PV de réception	
Autres prestations	Paiement sur relevé accepté	
Maintenance des acquisitions faites via C2 ou C3	Facturation trimestrielle civile à terme échu à compter de la signature du PV de VSR. La première facture sera établie au prorata temporis du trimestre civil en cours. La facturation de la maintenance acquise au moyen d'un bon de commande annuel sera traitée à part de la facturation de la maintenance forfaitaire initiale (C1).	
Maintenance des acquisitions faites via C3 bis ou C3 ter	La facturation trimestrielle de la maintenance acquise au moyen d'un bon de commande annuel sera traitée à part de la facturation de la composante C2bis	
Composante C4 et C4 bis	100% sur PV d'admission	
Prestations supplémentaires éventuelles obligatoires	paiement trimestriel à terme échu ou bien annuel terme échu ou à échoir	

ARTICLE 18 : AVANCE

Les conditions requises par l'article R.2191-3 du Code de la commande publique n'étant pas susceptibles d'être réunies dans le cadre de l'exécution du présent Marché, aucune avance ne sera accordée au Titulaire.

ARTICLE 19 : PENALITES & EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Par dérogations à l'article 14.1 et 14.2 du C.C.A.G.-TIC, il sera appliqué les pénalités suivantes :

Si les délais contractuels du présent marché sont dépassés par le fait du Titulaire (jalons livraison, phases de vérification) celui-ci s'expose, sans mise en demeure préalable, à une **pénalité de 50 euros par jour de retard**. Si un retard est prévisible, le Titulaire devra en avvertir au plus tôt le CHU de Nantes et proposer une nouvelle planification. Cette information devra intervenir avant la date de livraison prévue lors de la planification projet précédente.

Lors des mises en œuvre de nouvelles versions du **logiciel SAGE chaque régression** fonctionnelle constatée par rapport à la version précédente lors de la période de VA (donc régression constatée en environnement de tests), jugée bloquante et reconnue en tant que telle par le Titulaire, pourra faire l'objet **d'une pénalité de 50 euros**.

Il est également prévu des **pénalités d'indisponibilité** sans mise en demeure préalable dans le cas où le fournisseur ne respecte pas les délais de dépannage indiqués à l'article 7.1 du présent CCP ou ceux de son offre s'ils venaient à déroger à cet article. Il s'engage à des pénalités exprimées ci-après. L'indisponibilité démarre à la première heure de dépassement du délai pour les incidents qualifiés comme Bloquant. **La pénalité est de 100 euros par jour de retard**. Les pénalités ne s'appliquent que si le Titulaire est responsable du blocage fonctionnel. Une solution de contournement suspend les pénalités.

Pour tous ces types de pénalités, **le cumul annuel des pénalités ne pourra excéder 10%** du montant total hors taxes du marché, de la composante considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-TIC, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités ne sont pas libératoires.

ARTICLE 20 DEPOT DES CODES SOURCES AUPRES D'UN TIERS ACCREDITE

Sans objet.

ARTICLE 21 : CLAUSE DE REEXAMEN

1) En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le Marché pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le Titulaire initial cède son Marché à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le Marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau Titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du Marché initial. En cas d'accord du CHU de Nantes, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le Marché sera résilié aux torts du Titulaire initial.

2) En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le Marché pourra être modifié, à la demande du CHU de Nantes en tant qu'établissement support du GHT, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations d'un ou des membre(s) du GHT 44 est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

En cas d'accord du Titulaire du Marché, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale du Marché.

ARTICLE 22 TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire du contrat s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données (RGPD)** »).

Le titulaire du contrat s'engage notamment à respecter les clauses contractuelles décrites dans l'annexe RGPD jointe au présent document, en particulier s'agissant d'un traitement de type 1 pour l'offre de base et de type 2 pour la variante.

ARTICLE 23 : DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé
Article 4	Article 4
Article 8	Articles 30, 32, et 33
Article 10 pour le mode SAAS	Article 36
Article 14	Articles 47 et 51
Article 19	Article 14 pénalités